Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 16 février 1981, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 12 février 1980 réglant le passage des membres du personnel aux quatre ministères des Communautés et des Régions", a donné le 20 février 1981 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdelin wetgeving, tweede kamer, de 16e februari 1981 door de Minister van Openbaar Ambt verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 februari 1980 waarbij het overhevelen van personeelsleden naar de vier ministeries van de Gemeenschappen en de Gewesten wordt geregeld", heeft de 20e februari 1981 het volgend advie gegeven :

4 MARS 1981

PREAMBULE.

Il y aurait lieu d'insérer dans le préambule, un alinéa 2 rédigé comme suit :

"Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 87 à 91;".

+

Il se recommanderait de viser, comme l'avait fait d'ailleurs l'arrêté modifié, l'arrêté royal du 17 avril 1979 créant quatre ministères des Communautés et des Régions. Il est, dès lors, proposé d'insérer l'alinéa suivant après le visa de l'arrêté royal du 12 février 1980 :

"Vu l'arrêté royal du 17 avril 1979 créant quatre ministères des Communautés et des Régions, modifié par les arrêtés royaux des 12 février 1980, 13 mars 1980, 23 juillet 1980 et ... (citer ici l'arrêté royal dont le projet fait l'objet de l'avis 13.942/2)".

DISPOSITIF.

Article 1er.

I. La répartition des dispositions nouvelles en deux paragraphes est quelque peu illogique, l'alinéa 1er du paragraphe 1er nouveau étant une disposition qui s'applique

.../...

aussi bien aux alinéas subséquents de ce paragraphe qu'au paragraphe 2.

Il est donc proposé de répartir les dispositions nouvelles en trois paragraphes.

II. Par ailleurs, il serait également plus logique de rassembler au sein du paragraphe 2, sous la lettre a), les dispositions qui se rapportent aux services dont les membres sont affectés d'office à un nouveau ministère et au statut linguistique de ces membres et, sous une lettre b), les dispositions qui se rapportent aux cellules nationales.

III. Suivant l'alinéa 7 du paragraphe 1er en projet :

> "Les titulaires actuels des emplois transposés de services visés à l'alinéa 2 sont affectés d'office en tenant compte de leur rôle linguistique à un des nouveaux ministères par un arrêté pris conjointement par le président au nom de l'Exécutif concerné et par le ministre concerné".

L'application de cette disposition et, en particulier, la nécessité d'un arrêté conjoint du Président de l'Exécutif et du Ministre placé à la tête du département traditionnel ne soulèvera pas de difficulté durant la période transitoire au cours de laquelle les membres des Exécutifs font partie du gouvernement. Il va de soi que cette solution devra être revue lorsque cette période transitoire sera révolue.

IV. Au paragraphe 1er, alinéa 7, et au paragraphe 2, alinéa 9, en projet, figure la formule "par le Président au nom de l'Exécutif".

.../...

Cette formule interfère de manière peu justifiable avec les dispositions par lesquelles les Exécutifs peuvent, en vertu de l'article 69 de la loi spéciale du 8 août 1980, procéder à des délégations de compétence.

Il y aurait donc lieu de ne faire mention que du Président de l'Exécutif, conformément aux dispositions des arrêtés royaux des 4 novembre, 13 novembre et 4 décembre 1980.

V. Suivant l'alinéa 9 du paragraphe 2, l'arrêté portant affectation des membres du personnel "transposé" est pris "de l'avis du Comité de concertation, créé à l'article 31 de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980".

Il n'est pas au pouvoir du Roi d'accroître les compétences du Comité de concertation telles qu'elles ont été définies par le chapitre II, du titre II, de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles.

Or, la compétence ici prévue ne peut entrer dans aucune de celles que la loi ordinaire confère au Comité de concertation.

Au surplus, on n'aperçoit pas l'objet de l'avis que donnerait le Comité de concertation alors que le projet fixe avec précision les modalités des affectations dont il s'agit.

+

+ +

.../...

Compte tenu des observations qui précèdent, le texte suivant est proposé pour l'ensemble de l'article ler :

"Article ler.-

A l'article 2 de l'arrêté royal du 12 février 1980 réglant le passage des membres du personnel aux quatre ministères des Communautés et des Régions, sont apportées les modifications suivantes :

"1° le paragraphe ler est remplacé par la disposition suivante :

"§ ler. En cas de transposition d'emploi d'un service d'un ministère traditionnel vers un nouveau ministère, l'affectation aux emplois du nouveau ministère a lieu, soit d'office, soit à la demande des membres du personnel intéressé".

2° le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. a) Les services dont les membres du personnel sont affectés d'office à un nouveau ministère sont mentionnés dans l'annexe au présent arrêté.

Un arrêté pris conjointement par le Président de l'Exécutif et par le Ministre affecte d'office à un des nouveaux ministères les titulaires actuels des emplois transposés de services visés à l'alinéa ler, en tenant compte du rôle linguistique des intéressés.

Si, par suite de la prise en considération du rôle linguistique des agents, le nombre d'agents revêtus d'un

grade déterminé est supérieur au nombre d'emplois de ce grade qui ont été transposés, les affectations à ces derniers emplois sont faites dans l'ordre prévu au paragraphe 2bis.

Les agents qui n'ont pas pu être affectés à un emploi en application de l'alinéa 3 font néanmoins partie du personnel du nouveau ministère. Il y sont affectés aux premiers emplois devenant vacants et correspondant à leur grade et à leur qualification. Jusqu'à cette affectation, ils bloquent un emploi de même rang ou de rang inférieur qui serait vacant ou qui pourrait le devenir.

b) Les membres du service dans lequel une cellule nationale est maintenue sont informés de ce maintien par un ordre de service qui les invite à faire savoir, par écrit, dans les trente jours, s'ils souhaitent demeurer affectés au ministère traditionnel.

Les membres du personnel du service qui souhaitent demeurer affectés au ministère traditionnel adressent directement leur demande au Secrétaire général et en font parvenir une copie à leur supérieur hiérarchique. Les membres du personnel qui possèdent la qualification requise sont classés par grade et par rôle linguistique dans l'ordre fixé au paragraphe 2bis, alinéas 3, 5, 6 et 7.

Si, après qu'il a été satisfait aux demandes, il reste des emplois à pourvoir dans la cellule nationale, le Ministre y affecte d'office des membres du personnel du service dans l'ordre inverse de celui que détermine le paragraphe 2bis".

.../...

3° Il est inséré un paragraphe 2bis, rédigé comme suit :

"§ 2bis. La transposition d'emplois des services autres que ceux qui sont visés au paragraphe 2, a), alinéa 1er, est portée à la connaissance des membres du personnel du ministère traditionnel par un ordre de service qui les invite à faire savoir par écrit, dans les trente jours, s'ils souhaitent être affectés à un emploi correspondant à leur grade dans un nouveau ministère.

S'il existe une ou plusieurs barrières dans le ministère traditionnel, l'ordre de service est envoyé aux membres du personnel des services qui ne sont pas séparés par une barrière du service dont les emplois sont partiellement transposés.

La demande est adressée directement au Secrétaire général avec copie au supérieur hiérarchique.

Les membres du personnel qui ont introduit une demande sont classés par grade et par rôle linguistique, dans l'ordre suivant, et sont affectés dans cet ordre à un emploi correspondant à leur grade :

1) les agents de l'Etat;

2) les stagiaires;

3) les agents nommés à titre temporaire;

4) les membres du personnel engagés par contrat de travail.

.../...

Entre agents ayant la même qualité, l'ordre est établi comme suit :

1) les membres du personnel du service concerné;

2) les membres du personnel d'un autre service que le service concerné;

3) les membres du personnel d'une autre administration.

Dans chacun des groupes énumérés à l'alinéa 4, les membres du personnel sont classés comme suit :

1° le membre du personnel le plus ancien en grade;

2° à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;

3° à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

Le critère de l'ancienneté de grade n'est pas appliqué à l'agent qui n'a pas la qualité d'agent de l'Etat.

L'ancienneté de service du membre du personnel qui n'a pas la qualité d'agent de l'Etat comporte le temps pendant lequel il a, à quelque titre que ce soit et sans interruption volontaire, fait partie d'un ministère comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes.

Si, après qu'il a été satisfait aux demandes visées à l'alinéa 2, il reste des emplois transposés à pourvoir, les membres du personnel chargés des affaires correspondant à ces emplois y sont affectés d'office dans l'ordre inverse de celui que déterminent les alinéas 3, 5, 6 et 7.

.../...

L'arrêté portant affectation des membres du personnel est pris conjointement par le Président de l'Exécutif et par le Ministre, à l'initiative de ce dernier".

Article 6.

L'exécutoire devrait faire mention du Premier Ministre.

ANNEXE.

Les différentes rubriques sont divisées et subdivisées selon des numérotations décimales qui risquent de provoquer des erreurs de références ou de susciter des équivoques.

Il serait plus clair de recourir à la méthode classique de division et de subdivision par chiffres romains, lettres majuscules, lettres minuscules, 1°, etc.

AANHEF.

In de aanhef zou een tweede lid moeten worden ingevoegd als volgt :

"Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87 tot 91;".

+

Het verdient aanbeveling te verwijzen naar het koninklijk besluit van 17 april 1979 tot oprichting van vier ministeries van de Gemeenschappen en van de Gewesten, zoals overigens gedaan was in het gewijzigde besluit. Derhalve wordt voorgesteld na de verwijzing naar het koninklijk besluit van 12 februari 1980 het volgende lid in te voegen :

"Gelet op het koninklijk besluit van 17 april 1979 tot oprichting van vier ministeries van de Gemeenschappen en van de Gewesten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 februari 1980, 13 maart 1980, 23 juli 1980 en ... (hier het koninklijk besluit vermelden over het ontwerp waarvan het advies 13.942/2 is gegeven)".

.../...

ARTIKELEN.

Artikel 1.

I. De indeling van de nieuwe bepalingen in twee paragrafen is enigszins onlogisch; het eerste lid van de nieuwe paragraaf 1 is immers een bepaling die zowel toepassing vindt op de daarop volgende alinea's van die paragraaf als op paragraaf 2.

Derhalve wordt voorgesteld de nieuwe bepalingen over drie paragrafen te verdelen.

II. Voorts zou het ook logischer zijn in paragraaf 2 onder a) de bepalingen samen te brengen die betrekking hebben op de diensten waarvan de personeelsleden ambtshalve voor een nieuw ministerie worden aangewezen en op het taalstatuut van die personeelsleden, en onder b) de bepalingen die betrekking hebben op de nationale kernen.

III. Het zevende lid van de ontworpen paragraaf 1 luidt :

> "De huidige titularissen van de overgehevelde betrekkingen van de in het tweede lid bedoelde diensten, worden van ambtswege met inachtneming van hun taalrol aangewezen voor één vande nieuwe ministeries door een besluit dat door de betrokken minister en namens de betrokken Executieve door haar voorzitter, gezamenlijk wordt genomen".

De toepassing van die bepaling en inzonderheid de noodzaak van een gezamenlijk besluit van de Voorzitter van de Executieve en van de Minister die aan het hoofd van het traditionele departement staat, zal geen moeilijkheden opleveren gedurende de overgangsperiode waarin de leden van de Executieve deel uitmaken van de Regering. Het spreekt vanzelf

dat die regeling zal moeten worden herzien als die overgangsperiode eenmaal voorbij is.

IV. In paragraaf 1, zevende lid, en in paragraaf 2, negende lid van het ontwerp is gewerkt met de formule "namens de betrokken Executieve door haar Voorzitter".

Deze formule doorkruist op een moeilijk te verantwoorden wijze de bepalingen waarbij de Executieven krachtens artikel 69 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 opdrachten van bevoegdheid kunnen toestaan.

Er zou derhalve alleen van de Voorzitter van de Executieve melding moeten worden gemaakt overeenkomstig het bepaalde in de koninklijke besluiten van 4 november, 13 november en 10 december 1980.

V. Volgens het negende lid van paragraaf 2 wordt het besluit houdende aanwijzing van de "overgehevelde" personeelsleden vastgesteld "na advies van het overlegcomité opgericht bij artikel 31 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen".

Het ligt niet in 's Konings macht de bevoegdheden van het overlegcomité zoals die omschreven zijn in hoofdstuk II van titel II van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, te verruimen.

De hier bedoelde bevoegdheid nu laat zich niet inpassen in de bevoegdheden welke de gewone wet aan het overlegcomité toekent.

.../...

Bovendien is het niet duidelijk waarop het door het overlegcomité te geven advies zou slaan nu het ontwerp de nadere regelen in verband met de bewuste aanwijzingen nauwkeurig vaststelt.

\+

\+ \+

Met inachtneming van hetgeen hiervoren is opgemerkt wordt de volgende tekst voorgesteld voor het gehele artikel 1 :

"Artikel 1.-

In artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 februari 1980 waarbij het overhevelen van personeelsleden naar de vier ministeries van de Gemeenschappen en de Gewesten wordt geregeld, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

"1° Paragraaf 1 wordt door de volgende bepaling vervangen :

§ 1. Bij overheveling van betrekkingen van een dienst van een traditioneel ministerie naar een nieuw ministerie geschiedt de aanwijzing voor de betrekkingen van het nieuwe ministerie hetzij van ambtswege, hetzij op verzoek van de betrokken personeelsleden".

2° Paragraaf 2 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 2. a) De diensten waarvan de personeelsleden van ambtswege voor een nieuw ministerie worden aangewezen, zijn vermeld in de bijlage bij dit besluit.

.../...

Een besluit dat gezamenlijk wordt vastgesteld door de Voorzitter van de Executieve en door de Minister, wijst de huidige titularissen van de overgehevelde betrekkingen van in het eerste lid bedoelde diensten van ambtswege aan voor een van de nieuwe ministeries, met inachtneming van de taalrol van de betrokkenen.

Indien, ten gevolge van het in aanmerking nemen van de taalrol van de personeelsleden, er meer personeelsleden met een bepaalde graad zijn dan er betrekkingen van die graad zijn overgeheveld, geschieden de aanwijzingen voor laatstbedoelde betrekkingen in de volgorde bepaald in paragraaf 2bis.

De ambtenaren die niet voor een betrekking konden worden aangewezen met toepassing van het derde lid, maken niettemin deel uit van het personeel van het nieuwe ministerie. Zij worden er aangewezen voor de eerste betrekkingen die vacant worden en met hun graad en kwalificatie overeenstemmen. Tot die aanwijzing blokkeren zij een betrekking van gelijke of lagere rang die vacant mocht zijn of zou kunnen worden.

b) de leden van de dienst waarin een nationale kern wordt behouden, worden van dat behoud op de hoogte gebracht door middel van een dienstorder met verzoek schriftelijk, binnen dertig dagen, te laten weten of zij voor het traditionele ministerie aangewezen wensen te blijven.

De personeelsleden van de dienst die voor het traditionele ministerie aangewezen wensen te blijven, richten hun aanvraag rechtstreeks tot de Secretaris-generaal en doen een afschrift ervan toekomen aan hun hiërarchische meerdere. De personeelsleden die de vereiste kwalificatie bezitten worden per graad en per taalrol gerangschikt in de volgorde bepaald in paragraaf 2bis, derde, vijfde, zesde en zevende lid.

.../...

Indien er, nadat aan de aanvragen is voldaan, betrekkingen te verlenen blijven in de nationale kern, wijst de Minister daarvoor van ambtswege personeelsleden van de dienst aan in de omgekeerde volgorde van die welke bepaald is in paragraaf 2bis".

3° Er wordt een paragraaf 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 2bis. De overheveling van betrekkingen van de andere diensten dan die welke bedoeld zijn in paragraaf 2, a, eerste lid, wordt ter kennis van de personeelsleden van het traditionele ministerie gebracht door middel van een dienstorder met verzoek schriftelijk, binnen dertig dagen, te laten weten of zij wensen aangewezen te worden voor een met hun graad overeenstemmende betrekking in een nieuw ministerie.

Zijn er in het traditionele ministerie een of meer afsluitingen, dan wordt de dienstorder gezonden aan de personeelsleden van de diensten die niet door een afsluiting gescheiden zijn van de dienst waarvan de betrekkingen gedeeltelijk worden overgeheveld.

De aanvraag wordt rechtstreeks aan de Secretaris-generaal gericht met afschrift aan de hiërarchische meerdere.

.../...

De personeelsleden die een aanvraag hebben ingediend worden per graad en per taalrol gerangschikt in de onderstaande volgorde en in die orde aangewezen voor een met hun graad overeenstemmende betrekking :

1) de rijksambtenaren;

2) de stagiairs;

3) de tijdelijke personeelsleden;

4) de bij overeenkomst in dienst genomen personeelsleden.

Onder personeelsleden met dezelfde hoedanigheid geldt de volgende orde :

1) de personeelsleden van de betrokken dienst;

2) de personeelsleden van een andere dienst dan de betrokken dienst;

3) de personeelsleden van een ander bestuur.

In elk van de in het vierde lid genoemde groepen worden de personeelsleden gerangschikt als volgt :

1° het personeelslid met de grootste graadanciënniteit;

2° bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;

3° bij gelijke dienstanciënniteit de oudste in leeftijd.

.../...

Het criterium van de graadanciënniteit wordt niet toegepast voor het personeelslid dat niet de hoedanigheid van rijksambtenaar heeft.

De dienstanciënniteit van het personeelslid dat niet de hoedanigheid van rijksambtenaar heeft, omvat de tijd gedurende welke hij in enige hoedanigheid en zonder vrijwillige onderbreking deel heeft uitgemaakt van een ministerie als titularis van een ambt met volledige prestaties.

Indien er, nadat aan de in het tweede lid bedoelde aanvragen is voldaan, overgehevelde betrekkingen te verlenen blijven, worden de personeelsleden die belast zijn met aangelegenheden welke met die betrekkingen overeenstemmen, van ambtswege voor die betrekkingen aangewezen in de omgekeerde volgorde van die welke bepaald is in het derde, het vijfde, het zesde en het zevende lid.

Het besluit houdende aanwijzing van de personeelsleden wordt gezamenlijk vastgesteld door de Voorzitter van de Executieve en door de Minister, op initiatief van deze laatste".

Artikel 6.

In het uitvoeringsformulier zou ook de Eerste Minister moeten worden vermeld.

.../...

BIJLAGE.

De onderscheiden rubrieken zijn ingedeeld en onderverdeeld volgens een decimale nummering die tot verkeerde verwijzingen kan leiden of verwarring kan meebrengen.

Terwille van de duidelijkheid verdient het aanbeveling te werken met de klassieke methode van indeling en onderverdeling met Romeinse Cijfers, hoofdletters, kleine letters, 1°, enz.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,
Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. KNAEPEN, staatsraden,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J.-J. STRIJCKMANS, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-J. STRIJCKMANS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.